

DCF FORMATION

Surveillant de l'examen : POTENTIER Mickaël

DCF Formation Z.I Rouvroy-Morcourt

02100 Saint Quentin

N° d'enregistrement en application de l'article R. 6351-6 du code du travail : 22020089602

Attestation de compétences
relative à l'intervention à proximité des réseaux
(Application de l'article R. 554-31 du code de l'environnement
et des articles 21 et 22 de son arrêté d'application du 15 février 2012 modifié)

Domaine de compétence couvert par l'attestation :

(Cas où l'employeur est un responsable de projet ou son représentant)

☐ **Préparation et conduite de projet (Concepteur)**

(Cas où l'employeur est un exécutant de travaux)

☐ **Encadrement de chantiers de travaux (Encadrant)**

☒ **Conduite d'engins ou Réalisation de travaux urgents (Opérateur)**

Nota : l'attestation comme Concepteur vaut attestation comme Encadrant ou Opérateur, et l'attestation comme Encadrant vaut attestation comme Opérateur. Ne cocher toutefois qu'une seule des 3 cases ci-dessus.

Je, soussigné **POTENTIER Mickaël**, Formateur

Atteste que

M. ☒ / **Mme** ☐ : **PRUVOST Guillaume**

à l'examen tenu le 22 août 2022 relatif au domaine de compétences susmentionné,

Sous le n° de ticket d'examen **o1715400CC2A**

a réussi cet examen.

La présente attestation est valable pour une durée de 5 ans à compter de la date de réussite à l'examen mentionnée ci-dessus, ou du 1^{er} janvier 2017 si la date de réussite à l'examen est antérieure au 1^{er} janvier 2017.

Elle permet la délivrance par l'employeur d'une autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR), dont le délai de validité ne peut dépasser celui de la présente attestation.

Fait à **SAINT QUENTIN**

Le 22/08/2022

DCF FORMATION
Zone Industrielle de MORCOURT
02100 SAINT QUENTIN
Tél. 03.23.07.21.12 / Fax 03.23.60.57.34
Siret : 481 959 312 00022 / Ape 8559 Z
~~Formations professionnelles~~
Récupération de points

Nota : la présente attestation n'a pas de valeur pour l'application d'autres réglementations que celle mentionnée dans le titre ; elle ne dispense pas non plus des autorisations nécessaires le cas échéant pour l'accès aux ouvrages des exploitants.